Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Mon honorable ami a droit à son opinion, qui me chagrine, car il sait que personne à la Chambre ne peut mettre en doute le dévouement que le ministre des Pêches . . .

Une voix: C'est son jugement qui est mis en doute.

M. Mulroney: ... met à s'occuper des questions de santé, d'hygiène et d'environnement depuis de nombreuses années. Tous les faits ont été portés à la connaissances de la Chambre, en toute bonne foi. Je crois que les réponses ont été satisfaisantes.

On m'a demandé ce matin si, rétrospectivement, nous agirions différemment. Je crois que c'était l'essentiel de la question. J'ai évidemment répondu oui. Nul Canadien ne souhaite pareil état de choses, et c'est pourquoi nous avons agi promptement . . .

- M. Deans: Après deux jours d'interrogations à la Chambre.
- M. Mulroney: ... pour que le produit soit retiré et que les dispositions nécessaires soient prises pour l'avenir.

LE MAINTIEN DU MINISTRE

M. George Baker (Gander-Twillingate): Monsieur le Président, le premier ministre croit-il honnêtement qu'il peut garder au sein du cabinet un ministre qui demande aux Canadiens de manger du poisson rance? Le croit-il vraiment?

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Silence, silence.

LES BANQUES

LA NORBANQUE—LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, j'ai une question à poser sur un autre sujet. Hier, en fin d'après-midi, le président de la Norbanque a tenu une conférence de presse extraordinaire au cours de laquelle il a accusé le gouvernement de faire le contraire de ce qu'il s'était engagé à faire, publiquement et privément. Il a déclaré qu'au lieu de faciliter la restructuration de la Norbanque, le gouvernement du Canada prenait des mesures qui entraîneraient rapidement la liquidation au rabais de son actif. Il s'agit là d'accusations extrêmement graves de la part du président d'une banque. Je voudrais simplement demander à la ministre d'État aux Finances ce qui se passe?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, j'ai été à la fois surprise et déçue par les déclarations que le président de la Norbanque a faites hier. Au cours de nos entretiens, je lui avais dit que je ferais tout pour faciliter l'examen des propositions qu'il disait en cours de négociations lorsque nous en avons discuté avant le 1er septembre.

Je lui ai donné toute latitude pour poursuivre ces discussions. Par-dessus le marché, j'ai affecté un employé à plein

Ouestions orales

temps à la liaison entre mon bureau et lui dès le début de la semaine suivante afin d'évaluer les propositions qu'il devait nous présenter. Ce monsieur est l'un des dirigeants de la haute finance du Canada. J'ai communiqué avec lui tous les jours. Il a étudié toutes les propositions qui ont été faites et les négociations se poursuivent.

ON DEMANDE QUE LE COMITÉ PARLEMENTAIRE SE RÉUNISSE EN FIN DE SEMAINE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Ma question s'adresse au premier ministre. Les propos que la ministre vient de tenir ont été infirmés ou contredits à la fois par le président de la banque et par son vice-président, qui ont tous deux tenus hier une conférence de presse au cours de laquelle ils ont dit que le gouvernement ne facilitait en rien la restructuration de la Norbanque et qu'une ou deux propositions, entre autres, n'avaient pas été examinées sérieusement.

• (1125)

Le président d'une banque a porté publiquement de graves accusations, ce qui est plutôt extraordinaire. Il dit que le gouvernement fait le contraire de ce qu'il s'était engagé à faire. Compte tenu de la contradiction entre les propos que la ministre a tenus aujourd'hui et ceux du président de la banque, et que c'est une chose grave, quel que soit celui des deux qui a raison, le premier ministre va-t-il réunir le comité des finances de la Chambre au cours du week-end afin que la ministre et le président de la banque en question puissent comparaître pour s'expliquer?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, depuis deux semaines, nous avons essayé de réunir le comité des finances, mais sans obtenir l'accord que je suis ravi d'entendre exprimer aujourd'hui. Dès que les leaders parlementaires donneront leur approbation, le comité des finances pourra commencer à se réunir afin que ces questions puissent être étudiées à fond.

- M. Fulton: Il siège tous les jours, Brian.
- M. Mulroney: Je parle, évidemment, de l'examen des problèmes dont nous parlons. Je ne peux pas tenir compte de la déclaration que le président d'une banque a faite dans des circonstances difficiles et sous pression. La ministre a fourni des explications satisfaisantes. Le chef du Nouveau parti démocratique ne contestera certainement pas que le gouvernement a déjà largement démontré qu'il était prêt à prendre des risques pour protéger les nouvelles banques de l'Ouest qui se lancent.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Les néo-démocrates se gaussent de ce que nous avons fait pour l'Ouest, mais les citoyens de cette région s'en souviendront comme tous les autres Canadiens d'ailleurs, je vous le garantis. Ils se moquent parce que le gouvernement a essayé d'aider une nouvelle banque de l'Ouest.